

<p style="text-align:center"><u>COMPTE RENDU</u> CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 11 JUIN 2020 18 H 30 AU COMPLEXE DU MAS DU ROUX</p>
--

Présents : Caroline Terrier, Christine Perez, Sergio Mancini, Véronique Cortinovic, Philippe Maillez, Laetitia Protière, Annie Maciocia, Joël Aubernon, Annick Pantel, Didier Girodet, Sylvie Caillet, Jean-Marc Curtet, Bertrand Vermorel, Laurence Rouquette, Elodie BreLOT, Patrick Tholon, Sébastien Renevier, Valérie Berger, Lionel Chevrolat, Franck Longin, Anne-Sophie Rampon, Anne Le Guyader, Jean-Pierre Cottaz, Nathalie Thimel-Blanchoz

Excusés ayant donné pouvoir :

Gilbert Debard a donné procuration à Joël Aubernon

Absents : Cyril Langelot, Sophie Gaguin

A 18 H 30, le quorum étant atteint, la séance est ouverte.

1. Désignation du Secrétaire de Séance par le Conseil Municipal conformément à l'article L 2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales

En application des dispositions de l'article L2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire : M. Joël Aubernon est nommé secrétaire de séance.

2. Approbation du compte rendu du Conseil Municipal du 23 mai 2020

Il est proposé au vote de l'Assemblée d'approuver le compte rendu de la séance du Conseil Municipal du 23 mai 2020.

Avec une abstention, Jean-Pierre Cottaz, absent lors de cette séance, le compte rendu est approuvé.

Administration Générale

3. Délégations d'attributions du Conseil Municipal au Maire

Avant de présenter le dossier relatif aux délégations d'attribution du Conseil Municipal au Maire, cette dernière précise qu'il y a lieu de bien prendre en compte la liste des délégations annexée à la note de synthèse, le projet de délibération, comportant une erreur, sera rectifié.

Elle rappelle que les articles L2122-22 et L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoient que le conseil municipal peut déléguer au maire pour la durée de son mandat, certaines attributions de cette assemblée.

L'article L2122-22 du CGCT dresse une liste exhaustive des délégations pouvant être réalisées. Par ailleurs, lorsque la rédaction de l'article L.2122-22 le prévoit, il est nécessaire de fixer les limites de cette délégation.

Elle précise que le conseil municipal peut à tout moment revenir sur les délégations qu'il a accordées au Maire.

Questions de M. Jean-Pierre Cottaz et Mme Thimel-Blanchoz qui s'étonnent des points n°14 et 25 car la Commune de Beynost ne semble pas concernée.

Mme le Maire lui répond que ces points du CGCT, textes officiels, ont été repris, même si la Commune n'est pas concernée à ce jour.

Avec 3 voix contre, M. Cottaz, Mme Le Guyader et Mme Thimel-Blanchoz, l'Assemblée décide de donner délégation et pouvoir à Mme le Maire pour la durée de son mandat.

4. Délibération autorisant le Maire à ester en justice

Mme le Maire informe l'Assemblée qu'elle peut, par délégation du Conseil Municipal, être chargée, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat « d'intenter au nom de la Commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le Conseil Municipal » ;

Dans l'intérêt de faciliter la bonne marche de l'administration communale, et dans le souci de réduire les délais d'intervention, il convient de déléguer au Maire le droit d'ester en justice, au nom de la commune,

Après exposé de cette délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de donner délégation et pouvoir à Mme le Maire, pour la durée de son mandat, d'ester en justice, au nom de la Commune, avec tous pouvoirs d'intenter toutes les actions en justice et défendre les intérêts de la commune dans l'ensemble des cas susceptibles de se présenter :

- tant en première instance qu'en appel et cassation,
- devant les juridictions de toute nature, dont les juridictions administratives et judiciaires,
- pour toute action quelle que puisse être sa nature, qu'il s'agisse notamment d'une assignation, d'une intervention volontaire, d'un appel en garantie, d'une constitution de partie civile, d'un dépôt de plainte avec constitution de partie civile, d'une citation directe, d'une procédure de référé, d'une action conservatoire ou de la décision de désistement d'une action.

Le Maire pourra se faire assister par l'avocat de son choix.

Le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil Municipal, ce dernier peut toujours mettre fin à la délégation. Délibération votée à l'unanimité.

5. Règlement intérieur du Conseil Municipal

Mme le Maire rappelle que suite aux résultats des élections municipales du 15 mars 2020, le Conseil Municipal a été installé le 23 mai 2020. Par conséquent, il convient d'établir et d'approuver le règlement intérieur du conseil.

Ce règlement définit les modalités de fonctionnement qui complètent les règles établies par les textes, notamment les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Il constitue un complément indispensable pour assurer le fonctionnement régulier et démocratique des instances municipales.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le nouveau règlement intérieur du Conseil Municipal.

6. Constitution des Commissions de travail (voir pièce annexe)

Il convient de constituer des commissions thématiques composées exclusivement de conseillers municipaux. Le fonctionnement de ces commissions est fixé dans le règlement intérieur.

Mme le Maire propose à l'Assemblée, compte tenu des conditions sanitaires, de procéder au vote à main levée : proposition acceptée à l'unanimité.

Les différentes commissions municipales devront être composées de façon à respecter le principe de la représentation proportionnelle, chacune des listes représentées en son sein devant disposer au moins d'un représentant.

Mme le Maire propose 6 commissions à constituer et donne connaissance de la liste des élus intéressés par ces différentes commissions. Les membres de l'opposition proposent également leur liste d'élus.

A l'unanimité, le Conseil Municipal acte la liste des commissions avec leurs 10 membres.

7. Constitution des Commissions Spécifiques CAO-DSP – voir pièce annexe

Mme le Maire présente le dossier :

a) La commission d'appel d'offres (CAO) est un organe collégial qui intervient obligatoirement dans les procédures formalisées de marchés publics (appel d'offres, marché négocié ou dialogue compétitif). Elle a un caractère permanent.

Elle est présidée par le Maire et composée de 5 membres titulaires et de 5 membres suppléants du conseil municipal ayant une voix délibérative ;

A l'unanimité, le Conseil Municipal vote la liste proposée pour la CAO.

b) Composition de la Commission de Délégation de Service Public : CDSP

La CDSP est une commission spéciale, distincte de la commission d'appel d'offres et qui intervient lors de la passation d'un contrat dans le cadre d'une procédure de délégation de service public, et pendant son exécution.

La CDSP est présidée par le Maire et par 5 membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

A l'unanimité, le Conseil Municipal vote la liste proposée pour la DSP.

8. Constitution du CCAS (Centre Communal d'Actions Sociales) – voir annexe

Mme le Maire rappelle que le Centre Communal d'Actions Sociales est un établissement public administratif qui anime l'action générale de prévention et de développement social de la Commune, en liaison avec les institutions publiques et privées.

Les membres élus par le Conseil Municipal et les membres nommés par le Maire, le sont à la suite de chaque renouvellement du Conseil Municipal et pour la durée du mandat.

Le CCAS est dirigé par un Conseil d'Administration qui dispose d'une compétence générale de gestion, présidé par le Maire et composé de manière paritaire au maximum de :

- 8 membres élus en son sein par le Conseil Municipal,
- 8 membres nommés par le maire parmi les personnes non membres du Conseil Municipal qui participent à des actions de prévention, d'animation et de développement social menées dans la Commune.

A l'unanimité, le Conseil Municipal procède au vote des membres présentés pour siéger au sein du Conseil d'Administration du CCAS.

9. Désignation des délégués ou représentants de la Commune aux différents organismes extérieurs – voir pièce annexe

Mme le Maire informe l'Assemblée qu'en raison du renouvellement des Conseillers Municipaux, il y a lieu d'élire les délégués pour siéger dans les différents organismes extérieurs.

Elle présente les organismes extérieurs où la commune de Beynost est représentée avec le nom des délégués : acté par le Conseil Municipal.

10. Convention avec La Poste pour la création d'une Agence Postale Communale

Mme le Maire informe l'Assemblée que dans le cadre de l'évolution du réseau postal et de la réorganisation des services postaux, la Poste envisage la fermeture à terme du bureau de poste de la commune de Beynost.

Elle propose à la Commune une convention de partenariat et le maintien de cette structure sous la forme d'une Agence Postale Communale.

Cette convention, précise les modalités de fonctionnement de cette agence postale et les droits et obligations de chacune des parties.

Cette agence aurait pour mission de proposer certains services de la Poste.

L'Assemblée, à l'unanimité, autorise Mme le Maire à signer la convention avec la Poste pour la création d'une Agence Postale Communale.

11. Jury d'assises : constitution du jury pour l'année 2021

Mme le Maire informe l'Assemblée que toutes les communes comptant 1 300 habitants et plus doivent procéder à un tirage au sort annuel de personnes sur la liste électorale, avant le 30 juin pour l'année suivante.

Le nombre de noms tiré au sort est de 12 pour notre Commune.

Le Conseil Municipal procède au tirage au sort des personnes suivantes :

Mme DESEIGNE Jennifer
M. DELANNOY Vincent
Mme SALUT Noémie
Mme STRAMBY Hélène
M. MINAUD Elie
M. SUARD Michel
M. DEROSAS Marco
M. BOUREZG Ramzi
M. CROLY LABOURDETTE Antoine
M ARMANET Corentin
Mme DESCHANELS Christine
Mme CARDIET Lucienne

Arrivée de Mme Gaguin Sophie à 19 heures.

Ressources Humaines

12. Instauration de la prime exceptionnelle COVID-19

Mme le Maire présente le dossier en précisant que le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 permet le versement d'une prime exceptionnelle aux agents de la Fonction Publique Territoriale qui ont assuré la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19.

Sont considérés comme particulièrement mobilisés au sens de l'article 1^{er} les personnels pour lesquels l'exercice des fonctions a, en raison des sujétions exceptionnelles auxquelles ils ont été soumis pour assurer la continuité du fonctionnement des services, conduit à un surcroît significatif de travail, en présentiel ou en télétravail ou assimilé.

Certains agents des services suivants sont concernés : Police Municipale, Services Techniques, et service animation jeunesse.

Le montant plafond de la prime exceptionnelle est fixé à 1 000 euros, il est modulable comme suit, en fonction notamment de la durée de la mobilisation des agents :

- taux n° 1 : 330 euros ;

- taux n° 2 : 660 euros ;

- taux n° 3 : 1 000 euros

Cette prime exceptionnelle est exonérée d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociales, elle n'est pas reductible et fait l'objet d'un versement unique.

Mme Thimel-Blanchoz demande quels sont les critères d'attribution de cette prime.

Mme le Maire lui répond qu'elle vient de les citer et que le montant sera fixé par arrêté à la discrétion du Maire.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, accepte d'instaurer cette prime, et autorise Mme le Maire à fixer par arrêté municipal le montant individuel perçu par chaque agent concerné.

13. Modification du tableau des emplois communaux

Mme le Maire sollicite le Conseil Municipal afin de modifier le tableau des emplois communaux, pour les motifs suivants :

- Il convient d'ouvrir un poste de DGS (Directeur Général des Services) afin de pouvoir nommer et rémunérer, par voie de détachement, un agent déjà en poste dans nos services sur le grade d'Attaché, sur un emploi fonctionnel

- Un agent du service police municipale a quitté la commune suite à une mutation en février 2020. La personne recrutée pour son remplacement n'ayant pas le même grade, il convient d'ouvrir un poste à temps complet sur le grade de Gardien-Brigadier

A l'unanimité, le Conseil Municipal autorise Mme le Maire à modifier le tableau des emplois.

Urbanisme-Foncier

14. Convention de portage foncier par l'EPF de l'Ain – Tènement immobilier Consorts Parutto

Mme le Maire rappelle à l'Assemblée que la commune de Beynost étant carencée en logements sociaux, c'est Mr le Préfet qui a fait valoir son droit de préemption sur la déclaration d'intention d'aliéner pour la propriété appartenant aux Consorts Parutto, par l'intermédiaire de l'EPF de l'Ain.

Il est rappelé également, que dans le PLU approuvé le 16 décembre 2019, la commune a inscrit un emplacement réservé sur une partie de ce tènement pour desservir en toute sécurité un programme de logements dont 50 % en LLS en créant une nouvelle voirie.

Ce tènement s'inscrit dans le cadre d'un périmètre d'un programme de logements à mixité sociale, et la commune dispose d'une maîtrise foncière importante sur le secteur des Bottes, identifié prioritaire pour le développement de l'habitat à moyen terme, avec pour objectif à ce projet, de participer à la résorption du retard de la commune sur la production de logements locatifs aidés.

Ce tènement permettra d'une part, de réaliser cette voirie et d'autre part de confier le surplus du tènement à un promoteur en vue de la réalisation de logements avec la servitude de 50 % de LLS.

Il est précisé également que le PUP a été voté et que la taxe d'aménagement majorée sera votée au Conseil Municipal de Juillet.

Mme le Maire a sollicité le Conseil Municipal afin de signer une convention de portage foncier avec l'EPF de l'Ain.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise Mme le Maire à signer cette convention.

15. Convention de mise à disposition de l'EPF de l'Ain à la Commune du tènement immobilier acquis auprès des conjoints Parutto – voir annexe 10 – convention

Mme le Maire rappelle que conformément à l'arrêté préfectoral en date du 22 novembre 2019 déléguant l'exercice du droit de préemption urbain à l'EPF de l'Ain, ce dernier a procédé à l'acquisition du tènement immobilier appartenant aux Conjointes Parutto, situé sur la commune de Beynost au 173 impasse des Bottes/2055 route de Genève, identifié au cadastre sous les références section AL n° 459, 461, et 228 pour une superficie totale de 3234 m².

Cette propriété sera mise à la disposition de la commune pour lui permettre de réaliser, notamment la voirie de desserte inscrite en emplacement réservé dans le PLU approuvé le 16 décembre 2019.

Mme le Maire a sollicité le Conseil Municipal afin de signer la convention établie à cet effet ; qui définit les modalités et conditions de mise à disposition de ce tènement auprès de la Commune.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise Mme le Maire à signer cette convention.

Marchés Publics - Subventions

16. Avenant au marché de travaux de la Salle Sportive

Mme Perez rappelle le dossier de marché de travaux relatif à la salle sportive, et a expliqué la nécessité de signer 2 avenants.

Mme Thimel-Blanchoz intervient pour savoir s'il y a eu manquement de la part de l'architecte et précise que dans ce cas ce n'est pas à la Commune de prendre en charge le surplus financier.

Mme Perez précise que ce marché avait 15 lots et qu'il est très difficile de le mener à terme sans modification, c'est au fur-et-à-mesure de l'avancement du chantier que l'on s'aperçoit s'il faut améliorer certains travaux.

Mme le Maire signale que les avenants, depuis le début des travaux, représentent environ 4 % du prix total, donc tout à fait raisonnable pour un marché de travaux de ce montant.

Le Conseil Municipal, avec 3 voix contre (M. Cottaz, Mmes Le Guyader et Thimel-Blanchoz) autorise Mme le Maire à signer les avenants.

17. Demande de Subvention auprès de l'Etat pour la rénovation de l'aile nord de la Villa Monderoux (DSIL 2020 : Dotation de Soutien à l'Investissement Local)

Mme le Maire précise à l'Assemblée qu'une mission de maîtrise d'œuvre a été confiée à l'architecte QUANTUM pour la rénovation de l'aile nord de la villa Monderoux.

L'objectif de ce projet est de restructurer et mettre aux normes ce bâtiment afin d'accueillir les associations dans de bonnes conditions.

Elle rappelle que des subventions ont déjà été obtenues pour ce dossier mais qu'il y a possibilité d'obtenir une subvention supplémentaire.

Elle présente le plan de financement pour ce projet au Conseil Municipal, qui l'approuve, à l'unanimité et autorise Mme le Maire à déposer la demande de subvention.

18. Informations diverses

Mme le Maire rappelle qu'avec cette période exceptionnelle due à la crise sanitaire, et le retard pris pendant la période de confinement, le temps est très court pour avancer certains dossiers et que 2 conseils municipaux sont déjà prévus d'ici fin juillet 2020.

Elle rappelle que le règlement intérieur, voté au cours de ce Conseil Municipal sera mis en ligne, il est consultable. Ce dernier précise que les questions à soulever lors d'un Conseil Municipal sont à faire parvenir au minimum 72 heures avant la date du Conseil.

Elle informe que les parcs et espaces publics seront ouvert prochainement, mais il faut organiser la signalisation, l'affichage...

La séance est levée à 19h30.

COMMISSIONS PERMANENTES DU CONSEIL MUNICIPAL

<p style="text-align: center;">COMMISSION FONCIER-URBANISME MOBILITE ET DEPLACEMENT</p>	<p style="text-align: center;">COMMISSION VIE SCOLAIRE, ENFANCE, JEUNESSE ET SPORTS</p>	<p style="text-align: center;">COMMISSION VOIRIE – RESEAUX - BATIMENTS - ESPACES VERT</p>
<p>Mme TERRIER Caroline Mme PEREZ Christine M. GIRODET Didier M. DEBARD Gilbert Mme BRELOT Elodie M.MANCINI Sergio M. RENEVIER Sébastien M. VERMOREL Bertrand M. AUBERNON Joël M.COTTAZ Jean-Pierre</p>	<p>Mme TERRIER Caroline Mme PEREZ Christine M. LONGIN Franck Mme PROTIERE Laetitia M. CHEVROLAT Lionel Mme CAILLET Sylvie Mme GAGUIN Sophie Mme BERGER Valérie Mme RAMPON Anne-Sophie Mme BLANCHOZ Nathalie</p>	<p>Mme TERRIER Caroline Mme PEREZ Christine M. RENEVIER Sébastien Mme BRELOT Elodie M. LONGIN Franck M. THOLON Patrick M. AUBERNON Joël M. DEBARD Gilbert M. MAILLEZ Philippe Mme LE GUYADER Anne</p>

COMMISSIONS PERMANENTES DU CONSEIL MUNICIPAL

<p style="text-align: center;">COMMISSION ANIMATION COMMUNALES, VIE ASSOCIATIVE</p>	<p style="text-align: center;">COMMISSION DEVELOPPEMENT DURABLE, PROTECTION DE LA COTIERE ET PARTICIPATION CITOYENNE</p>	<p style="text-align: center;">COMMISSION FINANCES</p>
<p>Mme TERRIER Caroline Mme PEREZ Christine M. CURTET Jean-Marc Mme MACIOCIA Annie Mme CAILLET Sylvie Mme GAGUIN Sophie M. THOLON Patrick Mme PANTEL Annick Mme CORTINOVIS Véronique Mme THIMEL-BLANCHOZ Nathalie</p>	<p>Mme TERRIER Caroline Mme PEREZ Christine Mme ROUQUETTE Laurence Mme BRELOT Elodie M. THOLON Patrick Mme RAMPON Anne-Sophie M. CHEVROLAT Lionel M. MANCINI Sergio M. VERMOREL Bertrand Mme LE GUYADER Anne</p>	<p>Mme TERRIER Caroline Mme PEREZ Christine Mme PANTEL Annick M. MAILLEZ Philippe Mme PROTIERE Laetitia Mme BERGER Valérie M. GIRODET Didier M. DEBARD Gilbert M. CURTET Jean-Marc M. COTTAZ Jean-Pierre</p>

COMMISSIONS SPECIFIQUES DU CONSEIL MUNICIPAL

CENTRE COMMUNAL D' ACTIONS SOCIALES <u>CCAS</u>	COMMISSION D' APPEL D' OFFRES <u>C.A.O</u>	DELEGATION DE SERVICE PUBLIC <u>C.D.S.P</u>
<u>Président</u> : Madame le Maire	<u>Président</u> : TERRIER Caroline + Le comptable + La direction départementale de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes	<u>Président</u> : TERRIER Caroline
<u>Membres du Conseil Municipal</u> CORTINOVIS Véronique PEREZ Christine BERGER Valérie RAMPON Anne-Sophie MACIOCIA Annie PANTEL Annick CURTET Jean-Marc BLANCHOZ Nathalie <u>Membres extérieurs</u>	<u>Délégués Titulaires</u> PEREZ Christine MAILLEZ Philippe PROTIERE Laetitia CHEVROLAT Lionel COTTAZ Jean-Pierre <u>Délégués Suppléants</u> LONGIN Franck BRELOT Elodie RENEVIER Sébastien RAMPON Anne-Sophie LANGELOT Cyril	<u>Délégués Titulaires</u> PEREZ Christine MAILLEZ Philippe PROTIERE Laetitia CHEVROLAT Lionel COTTAZ Jean-Pierre <u>Délégués Suppléants</u> LONGIN Franck BRELOT Elodie RENEVIER Sébastien RAMPON Anne-Sophie LANGELOT Cyril

DELEGUES DU CONSEIL MUNICIPAL

SYNDICATS

<u>INTITULES</u>	<u>DELEGUES TITULAIRES</u>	<u>DELEGUES SUPPLEANTS</u>
Syndicat mixte du SCOT BUCOPA	AUBERNON Joël	TERRIER Caroline
Syndicat Intercommunal d'ELECTRICITE de l'AIN (S.I.E.A)	TERRIER Caroline DEBARD Gilbert	LONGIN Franck
Syndicat du Marais des Echets	THOLON Patrick BRELOT Elodie	CURTET Jean-Marc AUBERNON Joël
SYMALIM	MANCINI Sergio	TERRIER Caroline
SEGAPAL	MANCINI Sergio	TERRIER Caroline

AUTRES ORGANISMES EXTERIEURS

Prévention ROUTIERE	MANCINI Sergio	VERMOREL Bertrand
Comité de JUMELAGE	AUBERNON Joël	CAILLET Sylvie
Comité des TRANSPORTS	GIRODET Didier	BRELOT Elodie
Comité Consultatif du CPI	TERRIER Caroline MANCINI Sergio PEREZ Christine	CORTINOVIS Véronique MACIOCIA Annie CURTET Jean-Marc
Conseil d'Administration du Collège	PROTIERE Laetitia	LONGIN Franck
ANNEAU BLEU	BRELOT Elodie	TERRIER Caroline
Commission Locale d'Evaluation des Charges	<u>2 Représentants de la Commune</u> MAILLEZ Philippe PEREZ Christine	

VILLE DE BEYNOST

REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

PREAMBULE

Le présent règlement a pour objet d'organiser et de réglementer le travail des différentes instances qui participent au Conseil Municipal.

Il définit les modalités de fonctionnement qui complètent les règles établies par les textes, notamment les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Ce règlement constitue un complément indispensable pour assurer le fonctionnement régulier et démocratique des instances municipales.

Tous les articles visés sont issus du CGCT.

SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER : LES TRAVAUX PREPARATOIRES

- ARTICLE 1 : Périodicité des séances
2 : Convocations
3 : Ordre du jour
4 : Accès aux dossiers
5 : Saisine des services municipaux
6 : Questions écrites
7 : Questions orales
8 : Réponses aux questions

CHAPITRE DEUXIEME : LA TENUE DES SEANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

- 9 : Présidence
10 : Accès et tenue du public
11 : Police de l'assemblée
12 : Quorum
13 : Pouvoirs - procurations
14 : Secrétaires de séance
15 : Personnel municipal et intervenants divers

CHAPITRE TROISIEME : LES DEBATS ET LE VOTE DES DELIBERATIONS

- 16 : Déroulement de la séance
17 : Débats ordinaires
18 : Débats budgétaires
19 : Suspensions de séance
20 : Question préalable
21 : Amendements
22 : Clôture de toute discussion
23 : Votes

CHAPITRE QUATRIEME : COMPTE-RENDU DES DEBATS ET DES DISCUSSIONS

- 24 : Procès-verbaux
25 : Comptes-rendus
26 : Extraits de délibérations
27 : Recueil des actes administratifs
28 : Documents budgétaires

CHAPITRE CINQUIEME : LES COMMISSIONS DE TRAVAIL

- 29 : Commissions municipales et légales
30 : Commissions spéciales et extra-municipales
31 : Fonctionnement des commissions

CHAPITRE SIXIEME : L'ORGANISATION POLITIQUE DU CONSEIL

- 32 : Les groupes politiques
- 33 : Le Bureau Municipal

CHAPITRE SEPTIEME : DISPOSITIONS DIVERSES

- 34 : Mise à disposition de locaux aux conseillers municipaux
- 35 : Expression des conseillers de l'opposition
- 36 : Modification du règlement
- 37 : Application du règlement

CHAPITRE PREMIER

LES TRAVAUX PREPARATOIRES

ARTICLE 1 : PERIODICITE DES SEANCES

(Art L. 2121-7) Le Conseil Municipal se réunit au moins une fois par trimestre. Lors du renouvellement général des conseils municipaux, la première réunion se tient de plein droit au plus tôt le vendredi et au plus tard le dimanche suivant le tour de scrutin à l'issue duquel le conseil a été élu au complet.

(Art L. 2121-9) Le Maire peut réunir le Conseil Municipal chaque fois qu'il le juge utile notamment lorsque des directives ou orientations nécessitent l'aval du Conseil Municipal.

Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de 30 jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le Département ou par le tiers au moins des membres en exercice du conseil Municipal.

En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans le Département peut abréger ce délai.

ARTICLE 2 : CONVOCATIONS

(Art L. 2121-10) Toute convocation est faite par le maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est transmise de manière dématérialisée ou, si les conseillers municipaux en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse.

Elle précise la date, l'heure et le lieu de la réunion, qui se tient en principe à la Mairie.

(Art L.2121-12) Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du conseil municipal. Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces, peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Le délai de convocation est fixé à 5 jours francs.

En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé par le Maire sans pouvoir toutefois être inférieur à un jour franc.

Le Maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au Conseil Municipal, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion pour tout ou partie à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

ARTICLE 3 : ORDRE DU JOUR

Le Maire fixe l'ordre du jour qui est reproduit sur la convocation et qui est porté à la connaissance du public par affichage à la porte de la Mairie. Il est également communiqué à la presse.

ARTICLE 4 : ACCES AUX DOSSIERS

(Art L. 2121-13) Tout membre du Conseil Municipal a le droit dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération.

A réception de l'ordre du jour de la séance, tout élu peut demander des précisions supplémentaires sur les questions à débattre et peut consulter les dossiers correspondants.

Les dossiers sont tenus à la disposition des élus intéressés en Mairie durant les cinq jours qui précèdent la séance du Conseil Municipal et pendant les heures ouvrables de la Mairie.

En dehors de ces horaires une demande écrite devra être présentée en Mairie pour toute consultation, 24 heures minimum avant l'heure de consultation souhaitée.

Dans tous les cas, la consultation des dossiers devra avoir lieu sur place, en Mairie, dans un local désigné par le Maire.

Au cours de la séance du Conseil, ces dossiers seront tenus à disposition des membres de l'assemblée.

ARTICLE 5 : SAISINE DES SERVICES MUNICIPAUX

(Art L. 2122-18) Le Maire est seul chargé de l'Administration ; mais il peut sous sa surveillance et sous sa responsabilité déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints, à des membres du Conseil Municipal.

Toute question, demande d'informations complémentaires ou interventions d'un membre du Conseil Municipal, devra se faire sous couvert du Maire ou de l'Adjoint délégué.

ARTICLE 6 : QUESTIONS ECRITES

Chaque membre du Conseil Municipal peut adresser au Maire des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la ville et l'action municipale.

Ces questions devront être adressées au Maire, sous couvert du Directeur général des services, au plus tard trois jours ouvrables avant la date de la séance du Conseil Municipal.

ARTICLE 7 : QUESTIONS ORALES

(Art L. 2121-19) Les conseillers municipaux ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la commune.

Elles devront faire l'objet d'une information préalable au Maire 72 heures avant la réunion du Conseil Municipal. A noter que les questions orales n'ont pas pour objet d'obtenir une décision sur les affaires évoquées et ne peuvent donc donner lieu à un vote de l'assemblée.

ARTICLE 8 : REPONSES AUX QUESTIONS

Le Maire répond à ces questions, lors de la séance du Conseil Municipal après avoir terminé l'ordre du jour ou au Conseil suivant en fonction de l'importance de la question.

Il peut confier à un Adjoint le soin d'apporter des éléments de réponse à la ou les questions posées.

S'il le juge nécessaire, avant d'apporter une réponse à ces questions, le Maire peut décider de leur transmission préalable pour examen aux commissions municipales concernées. Dans ce cas la réponse peut être différée à une séance ultérieure du Conseil en fonction du calendrier de réunion des commissions.

Un temps maximum de 20 minutes sera réservé à l'ensemble de ces questions (exposés et réponses).

CHAPITRE DEUXIEME

LA TENUE DES SEANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 9 : PRESIDENCE

*(Art L. 2121-14) Le Conseil Municipal est présidé par le Maire et, à défaut, par celui qui le remplace.
Dans les séances où le compte administratif du Maire est débattu, le Conseil Municipal élit son Président.
Dans ce cas, le Maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.*

(Art L. 2122-8) La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du Maire est présidée par le plus âgé des membres du Conseil Municipal.

Le Président ouvre les séances, vérifie le quorum, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote, met fin, s'il y a lieu, aux interruptions de séance, met aux voix les propositions et les délibérations, dépouille les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire de séance les épreuves des votes, en proclame les résultats et prononce la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

ARTICLE 10 : ACCES ET TENUE DU PUBLIC

*(Art L. 2121-18) Les séances des Conseils Municipaux sont publiques.
Néanmoins, sur la demande de trois membres ou du Maire, le Conseil Municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.*

*La décision de tenir la séance à huis clos est prise par un vote public du conseil municipal.
Lorsque la séance se déroule à huis clos, le public et les représentants de la presse doivent se retirer.*

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle et dans la limite des possibilités d'accueil. Durant toute la séance, le public présent doit se tenir assis et garder le silence. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

ARTICLE 11 : POLICE DE L'ASSEMBLEE

Le Maire fait observer et respecter le présent règlement, il rappelle à l'ordre les membres ou le public qui s'en écartent et, en cas de troubles ou d'infraction pénale, il est fait application, avec l'aide des forces de police, des dispositions de l'article suivant :

*(Art L. 2121-16) Le Maire a seul la police de l'assemblée.
Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.
En cas de crime ou de délit (exemple : propos injurieux ou diffamatoires), il en dresse un procès-verbal et le Procureur de la République en est immédiatement saisi.*

Les infractions au présent règlement, commises par les membres du Conseil Municipal, feront l'objet des sanctions suivantes prononcées par le Maire :

- rappel à l'ordre,
- rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal,
- la suspension et l'expulsion.

Est rappelé à l'ordre tout conseiller qui entrave le déroulement de la séance de quelque manière que ce soit.

Est rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal tout conseiller qui aura encouru un rappel à l'ordre non suivi d'effet.

Lorsqu'un conseiller a été rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal, le Conseil Municipal peut, sur proposition du Maire, décider de lui interdire la parole pour le reste de la séance : le Conseil se prononce à main levée, sans débat.

Si ledit membre du Conseil Municipal persiste à troubler les travaux de l'assemblée, le Maire peut décider de le suspendre de la séance et expulser l'intéressé.

ARTICLE 12 : QUORUM

(Art L. 2121-17) Le Conseil Municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.

Si, après une première convocation régulièrement faite, selon les dispositions de l'article L. 2121-10 à L. 2121-12, ce quorum n'est pas atteint, le Conseil Municipal est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

Le quorum, à savoir la majorité des membres en exercice (la moitié + un) est apprécié au début de la séance par le secrétaire.

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi si un conseiller municipal s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le maire lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure

Les pouvoirs donnés par les conseillers absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

ARTICLE 13 : POUVOIRS - PROCURATIONS

(Art L. 2121-20) Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom.

Un même conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.

Les pouvoirs signés doivent être remis au Maire au début de la séance ou parvenir en mairie par courrier, par mail, avant la séance du Conseil Municipal.

La délégation de vote peut être établie au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers municipaux qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

ARTICLE 14 : SECRETAIRES DE SEANCE

(Art L.2121-15) Au début de chacune de ses séances, le Conseil Municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Le secrétaire de séance qui est désigné assiste le Maire pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, pour la constatation des votes et le bon déroulement des scrutins.

Il contrôle l'élaboration du procès-verbal.

ARTICLE 15 : PERSONNEL MUNICIPAL ET INTERVENANTS EXTERIEURS

(Art L. 2121-15 alinéa 2) Le Conseil Municipal peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Assistent aux séances publiques du Conseil Municipal, le Directeur général des services et tout autre fonctionnaire, ou personne qualifiée, concerné par l'ordre du jour et invité par le Maire.

Les agents concernés ne prennent la parole que sur invitation expresse du Maire et restent tenus à l'obligation de réserve telle qu'elle est définie dans le cadre du statut de la fonction publique.

Enregistrement des débats :

Article L. 2121-18 alinéa 3 du CGCT : Sans préjudice des pouvoirs que le maire tient de l'article L. 2121-16, ces séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle.

CHAPITRE TROISIEME

LES DEBATS ET LE VOTE DES DELIBERATIONS

(Art L. 2121-29) Le Conseil Municipal règle par ses délibérations les affaires de la Commune.

ARTICLE 16 : DEROULEMENT DE LA SEANCE

Le Maire, à l'ouverture de la séance, constate le quorum, proclame la validité de la séance si le quorum est atteint et cite les pouvoirs reçus.

Le Maire énonce ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour, il soumet à l'approbation du Conseil Municipal les points urgents qui ne revêtent pas une importance capitale et qu'il propose d'ajouter à l'examen du Conseil Municipal du jour. Si toutefois l'une de ces questions doit faire l'objet d'une délibération, elle devra en tant que telle être inscrite à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil municipal.

Le Maire accorde immédiatement la parole en cas de réclamation concernant l'ordre du jour.

Il demande au conseil municipal de nommer le secrétaire de séance.

Une fois l'ordre du jour adopté, le Maire met aux voix le procès-verbal de la séance précédente. A cette occasion, les membres du Conseil Municipal ne peuvent intervenir que pour une rectification à apporter au procès-verbal et non pour une nouvelle discussion du sujet. La rectification éventuelle est faite au procès-verbal suivant. Le Maire rend ensuite compte des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation reçue du Conseil Municipal conformément à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il aborde ensuite les points de l'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par le Maire ou les rapporteurs désignés par le Maire.

Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du Maire lui-même ou de l'Adjoint compétent.

ARTICLE 17 : DEBATS ORDINAIRES

La parole est accordée par le Maire aux membres du Conseil Municipal qui la demandent. Aucun membre du Conseil Municipal ne peut parler sans avoir demandé la parole au Maire et l'avoir obtenue.

Les membres du conseil municipal prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande.

Lorsqu'un membre du Conseil Municipal s'écarte de la question ou trouble l'ordre par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le Maire qui peut alors faire application des dispositions prévues à l'article 11.

Au-delà de 5 minutes d'intervention, le Maire peut interrompre l'orateur et l'inviter à conclure très brièvement.

Lorsque viennent en délibération, des projets ou des présentations portant sur des questions importantes engageant la politique municipale et nécessitant de plus larges développements, chacun peut s'exprimer sans qu'il y ait à priori, limitation de durée. Toutefois, dans ce cas, le Conseil Municipal peut être appelé, sur proposition du Maire, à fixer de manière exhaustive, le nombre d'intervenants ayant à prendre la

parole et la durée d'intervention impartie à chacun d'eux.

Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

ARTICLE 18 : DEBATS BUDGETAIRES

(Art L. 2312-1) Le budget de la Commune est proposé par le Maire et voté par le Conseil Municipal.

- Débat d'orientation budgétaire

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article [L. 2121-8](#). Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Toute convocation est accompagnée d'un rapport précisant par nature les évolutions des recettes et des dépenses de fonctionnement, ainsi que les masses des recettes et des dépenses d'investissement. Le rapport est également mis à la disposition des conseillers en mairie 5 jours au moins avant la séance. Il est accompagné des annexes aux documents budgétaires prévus par les lois et règlements en vigueur.

- Vote du budget

(Art L. 2312-2) Les crédits sont votés par chapitre et, si le Conseil Municipal en décide ainsi, par article.

Si toutefois un amendement est présenté, un vote particulier a lieu au niveau du chapitre s'il s'agit de la section de fonctionnement, de l'article et du programme s'il s'agit de la section d'investissement.

Toutefois, hors les cas où le conseil municipal a spécifié que les crédits sont spécialisés par article, le maire peut effectuer des virements d'article à article dans l'intérieur du même chapitre.

ARTICLE 19 : SUSPENSIONS DE SEANCE

Le Maire met aux voix toute demande de suspension de séance formulée par un membre du Conseil Municipal.

La suspension de séance demandée par le Maire ou par le représentant d'un groupe, tel qu'il est défini dans l'article 32, est toutefois de droit.

Le Maire fixe la durée des suspensions de séance.

ARTICLE 20 : QUESTION PREALABLE

Un conseiller municipal peut évoquer une question préalable dont l'objet est d'examiner s'il y a lieu de délibérer. Elle est alors mise au vote. Si la question préalable est adoptée, il n'y a pas lieu de délibérer.

ARTICLE 21 : AMENDEMENTS

Les amendements ou contre-projets peuvent être proposés sur toute affaire en discussion soumise au Conseil Municipal.

Ils doivent être présentés par écrit au Maire avant l'examen du projet de délibération qu'ils se proposent de modifier.

Ceci n'exclut pas la possibilité de proposer oralement des modifications mineures au cours de la séance.

A l'occasion des décisions budgétaires, les amendements comportant majoration d'un crédit de dépenses ou diminution d'une recette, ne sont recevables que s'ils prévoient en compensation et respectivement, l'augmentation d'une autre recette ou la diminution d'un autre crédit de dépenses. A défaut, le Maire peut les déclarer irrecevables.

Le Conseil Municipal décide si ces amendements sont mis en délibération, rejetés ou renvoyés à la commission compétente.

ARTICLE 22 : VOTES

(Art L. 2121-20) Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Lorsqu'il y a partage des voix et, sauf cas de scrutin secret, la voix du Président est prépondérante.

Les bulletins nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

Le Conseil Municipal vote de l'une des trois manières suivantes : à main levée, au scrutin public par appel nominal, au scrutin secret.

Ordinairement, le Conseil Municipal vote à main levée, le résultat en étant constaté par le Maire et par le Secrétaire de séance.

(Article L. 2121-21) Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.

Il est voté au scrutin secret :

- soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame,
- soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire.

ARTICLE 23 : CLOTURE DE TOUTE DISCUSSION

La clôture de toute discussion peut être décidée par le Conseil Municipal, à la demande du Maire ou d'un membre du Conseil.

CHAPITRE QUATRIEME

COMPTE- RENDUS DES DEBATS ET DES DECISIONS

ARTICLE 24 : PROCES VERBAUX

(Art L. 2121-23) Les délibérations sont inscrites par ordre de date. Elles sont signées par tous les membres présents à la séance, ou mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer.

La signature est déposée sur la dernière page du procès-verbal de la séance, après l'ensemble des délibérations.

(Art L. 2121-26) Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication des procès-verbaux du Conseil Municipal, des budgets et des comptes de la commune et des arrêtés municipaux.

La communication des documents mentionnés au premier alinéa, qui peut être obtenue aussi bien du maire que des services déconcentrés de l'Etat, intervient dans les conditions prévues par l'article L. 311-9 du code des relations entre le public et l'administration.

Chacun peut les publier sous sa responsabilité.

ARTICLE 25 : COMPTES RENDUS

(Art L. 2121-25) Dans un délai d'une semaine, le compte rendu de la séance du conseil municipal est affiché à la mairie et mis en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe.

Le compte-rendu affiché présente une synthèse sommaire des délibérations et des décisions du Conseil Municipal.

ARTICLE 26 : EXTRAITS DES DELIBERATIONS

Les extraits des délibérations transmis au Préfet, conformément à la législation en vigueur, ne mentionnent que les noms des membres présents et représentés, et le respect du quorum. Ils mentionnent également le texte intégral de l'exposé de la délibération et indiquent la décision du Conseil Municipal ainsi que les conditions dans lesquelles elle a été adoptée en précisant si l'unanimité n'est pas recueillie, le nombre de voix pour, le nombre de voix contre et le nombre des abstentions. Ces extraits sont signés par le Maire ou l'Adjoint compétent.

ARTICLE 27 : RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

(Art L. 2121-24 alinéa 2) Dans les communes de 3500 habitants et plus, le dispositif des délibérations à caractère réglementaire est publié dans un recueil des actes administratifs.

(Art L. 2122-29) Les arrêtés municipaux à caractère réglementaire sont publiés dans un recueil des actes administratifs.

Ce recueil sera mis à la disposition de toute personne réclamant sa consultation.

ARTICLE 28 : DOCUMENTS BUDGETAIRES

(Art L. 2313-1) Les budgets de la commune restent déposés à la mairie et, le cas échéant à la mairie annexe où ils sont mis sur place à la disposition du public dans les quinze jours qui suivent leur adoption ou éventuellement leur notification après règlement par le représentant de l'Etat dans le Département.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen de publicité au choix du Maire.

Les documents budgétaires, sans préjudice des dispositions de l'article L. 2343-2, sont assortis en annexe :

1° De données synthétiques sur la situation financière de la commune ;

2° De la liste des concours attribués par la commune sous forme de prestations en nature ou de subventions. Ce document est joint au seul compte administratif ;

3° De la présentation agrégée des résultats afférents au dernier exercice connu du budget principal et des budgets annexes de la commune. Ce document est joint au seul compte administratif ;

4° De la liste des organismes pour lesquels la commune :

a) détient une part du capital ;

b) a garanti un emprunt ;

c) a versé une subvention supérieure à 75 000 euros ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.

La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune ;

5° Abrogé ;

6° D'un tableau retraçant l'encours des emprunts garantis par la commune ainsi que l'échéancier de leur amortissement ;

7° De la liste des délégataires de service public ;

8° Du tableau des acquisitions et cessions immobilières mentionné au c de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme;

9° D'une annexe retraçant l'ensemble des engagements financiers de la collectivité territoriale ou de l'établissement public résultant des marchés de partenariat prévus à l'article L. 1414-1 ;

10° D'une annexe retraçant la dette liée à la part investissements des marchés de partenariat.

Lorsqu'une décision modificative ou le budget supplémentaire a pour effet de modifier le contenu de l'une des annexes, celle-ci doit être à nouveau produite pour le vote de la décision modificative ou du budget supplémentaire.

CHAPITRE CINQUIEME

LES COMMISSIONS DE TRAVAIL

ARTICLE 29 : COMMISSIONS MUNICIPALES ET COMMISSIONS LEGALES

Art. L. 2121-22 : Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.

Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché.

Dans les communes de plus de 1 000 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Les commissions municipales sont les suivantes :

- Foncier, urbanisme, mobilité et déplacement
- Vie scolaire, enfance, jeunesse et sports
- Voirie, réseaux, bâtiments, espaces verts
- Animations communales, vie associative
- Développement durable, protection de la côte et participation citoyenne
- Finances

Elles sont constituées de membres du Conseil Municipal désignés par le Conseil Municipal.

Les commissions légales sont celles qui sont imposées réglementairement et dont la composition est fixée par les textes.

Ce sont :

- la Commission d'Appel d'Offres
- la Commission Communale des Impôts Directs
- le Comité Technique Paritaire
- le Centre Communal d'Actions Sociales

Pour les commissions d'appel d'offres et le CCAS, la représentation au plus fort reste est appliquée en la circonstance.

ARTICLE 30 : COMMISSIONS SPECIALES ET COMMISSIONS EXTRA-MUNICIPALES

Le Conseil Municipal peut décider en cours de mandat, de la création de commissions spéciales pour l'examen d'une ou de plusieurs affaires. La durée de vie de ces commissions est dépendante du dossier à instruire ; elles prennent fin à l'aboutissement de l'étude de l'affaire et de sa réalisation ou de la décision de reporter le projet.

ARTICLE 31 : FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS

Lors de leur première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider en l'absence du Maire.

Elles sont convoquées par le Maire, qui en est le Président de droit ou le vice-président, dans les huit jours qui précèdent la réunion, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent, à l'exception de la commission d'appel d'offres (au minimum 5 jours francs avant la tenue de la séance).

Les commissions municipales et spéciales instruisent les affaires qui leur sont soumises.

Les commissions peuvent entendre des personnes qualifiées extérieures au conseil municipal.

Sauf si elles en décident autrement, l'adjoint du secteur concerné ou le vice-président délégué de la commission est le rapporteur chargé de présenter le travail de la commission au Conseil Municipal si nécessaire.

Les séances des commissions municipales et des commissions spéciales ne sont pas publiques.

Les commissions n'ont aucun pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent de simples avis ou formulent des propositions à la majorité des membres présents, sans qu'un quorum de présence soit exigé.

Elles élaborent un rapport sur les affaires étudiées. Ce rapport est communiqué à l'ensemble des membres du conseil.

CHAPITRE SIXIEME

L'ORGANISATION POLITIQUE DU CONSEIL

ARTICLE 32 : LES GROUPES POLITIQUES

Les membres du Conseil Municipal peuvent constituer des groupes sur demande écrite adressée au Maire et chaque conseiller peut adhérer à un groupe mais ne faire partie que d'un seul.

Les groupes se constituent en remettant au Maire une déclaration comportant la liste des membres et leurs signatures ainsi que celle de leur Président ou délégué élu en son sein.

Les membres du Conseil ne sont pas tenus d'adhérer à un groupe.

Un conseiller qui n'appartient à aucun groupe reconnu peut s'inscrire au groupe des non-inscrits ou s'apparenter à un groupe existant de son choix avec l'agrément du Président de ce groupe.

Les modifications des groupes sont portées à la connaissance du Maire :

- sous la double signature du conseiller intéressé et du Président de groupe s'il s'agit d'une adhésion ou d'un apparentement
- sous la seule signature du conseiller intéressé s'il s'agit d'une radiation volontaire
- sous la seule signature du Président de groupe s'il s'agit d'une exclusion.

Le Maire en donne connaissance au Conseil Municipal qui suit cette information.

ARTICLE 33 : LE BUREAU MUNICIPAL

Le Bureau Municipal comprend le Maire et ses Adjoints.

Y assistent en outre les conseillers délégués et le Directeur général des services.

Le Bureau Municipal se réunit régulièrement et en principe une fois par semaine. La réunion est présidée par le Maire et en cas d'empêchement par le 1^{er} Adjoint. La séance n'est pas publique.

Cette réunion a pour objet d'examiner les affaires courantes et de préparer les décisions qui sont du ressort de la Municipalité.

CHAPITRE SEPTIEME

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 34 : MISE A DISPOSITION DE LOCAUX AUX CONSEILLERS MUNICIPAUX

(Article L. 2121-27) Dans les communes de plus de 3 500 habitants, les conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale qui en font la demande peuvent disposer sans frais du prêt d'un local commun.

Pour toute demande de mise à disposition d'un local commun temporaire émise par des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale, les modalités de mise à disposition seront conformes au décret d'application (décret n°92-1248 du 27 novembre 1992), soit 4 heures maximum par semaine, pendant les heures d'ouverture de la Mairie.

Le local mis à disposition ne saurait en aucun cas être destiné à une permanence ou à accueillir des réunions publiques.

ARTICLE 35 : EXPRESSION DES CONSEILLERS DE L'OPPOSITION

(Article L. 2121-27-1) Dans les communes de 1 000 habitants et plus, lorsque des informations générales sur les réalisations et sur la gestion du conseil municipal sont diffusées par la commune, un espace est réservé à l'expression des conseillers élus sur une liste autre que celle ayant obtenu le plus de voix lors du dernier renouvellement du conseil municipal ou ayant déclaré ne pas appartenir à la majorité municipale.

Les modalités d'application suivantes sont décidées par le Conseil Municipal :

Pour le bulletin municipal BEYNOST INFO :

- l'espace réservé pour l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale sera limité à 1500 signes, espaces compris (+ ou - 2%)
- il ne sera pas autorisé d'ajouter ou d'inclure un logo, une photographie, un dessin, etc...Seuls les textes pourront être publiés.
- les articles seront rédigés dans un style courtois, objectif, respectueux qui ne choque pas la diversité des sensibilités et qui garantit le caractère informatif et non polémique de la publication.
- les articles seront à adresser au Maire, aux fins de parution, par courrier imprimé, daté et signé selon le calendrier fourni par le Maire. Ils seront rendus disponibles dans leur format électronique (format word) à l'adjoint à la communication. Les délais de remises de textes devront être respectés.
- le Maire, responsable de la publication, se réserve le droit de décaler la parution du texte au cas où celui-ci ne respecterait pas les critères susdits.
- le Maire se réserve un droit de réponse. Il exercera ce droit de réponse soit dans le numéro même de l'article concerné, soit dans le numéro suivant.

Pour la page Facebook officielle de la commune :

- les posts réservés pour l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale seront limités à un post par mois.
- il ne sera pas autorisé d'ajouter ou d'inclure un logo, une photographie, un dessin, etc...Seuls les textes pourront être publiés.

- les posts seront rédigés dans un style courtois, objectif, respectueux qui ne choque pas la diversité des sensibilités et qui garantit le caractère informatif et non polémique de la publication.
- les posts seront à adresser au Maire, aux fins de parution et seront rendus disponibles dans leur format électronique (format word) à l'adjoint à la communication. Les délais de remises de textes devront être respectés.
- le Maire, responsable de la publication, se réserve le droit de décaler la diffusion du post au cas où celui-ci ne respecterait pas les critères susdits.
- le Maire se réserve un droit de réponse.

Pour le site internet de la Commune :

- les articles réservés pour l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale seront limités à un article par mois.
- il ne sera pas autorisé d'ajouter ou d'inclure un logo, une photographie, un dessin, etc...Seuls les textes pourront être publiés.
- les articles seront rédigés dans un style courtois, objectif, respectueux qui ne choque pas la diversité des sensibilités et qui garantit le caractère informatif et non polémique de la publication.
- les articles seront à adresser au Maire, aux fins de parution et seront rendus disponibles dans leur format électronique (format word) à l'adjoint à la communication. Les délais de remises de textes devront être respectés.
- le Maire, responsable de la publication, se réserve le droit de décaler la diffusion de l'article au cas où celui-ci ne respecterait pas les critères susdits.
- le Maire se réserve un droit de réponse.

ARTICLE 36 : MODIFICATION DU REGLEMENT

Ce règlement peut à tout moment faire l'objet de modifications sur proposition du Maire, du Bureau Municipal ou éventuellement par un membre du Conseil Municipal, ces modifications sont validées par délibération du conseil municipal.

ARTICLE 37 : APPLICATION DU REGLEMENT

Le présent règlement est applicable dès sa réception en Préfecture.

Caroline TERRIER
Maire de BEYNOST